

MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(Non audité)

Musée canadien des droits de la personne

Rapport financier trimestriel

Trimestre terminé le 30 juin 2013

Les états financiers trimestriels du Musée canadien des droits de la personne (MCDP ou Société) doivent être lus dans le contexte du rapport de gestion et des états financiers annuels audités du 31 mars 2013.

RAPPORT DE GESTION

Veillez consulter le rapport de gestion présenté dans le rapport annuel du 31 mars 2013. Une mise à jour pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 suit.

État de la situation financière au 30 juin 2013

Le total de l'actif a diminué de 8,7 millions de dollars, passant de 336,8 millions au 31 mars 2013 à 328,1 millions au 30 juin 2013, en raison des versements effectués à même le compte de dépôt des retenues et l'utilisation de la trésorerie affectée, contrebalancés par la hausse des immobilisations en construction, ce qui reflète l'investissement continu dans la construction de l'édifice du musée et la conception des expositions.

Le total du passif a baissé de 8,6 millions de dollars depuis le 31 mars 2013 par suite des versements de retenues, contrebalancés par une augmentation nette des apports reportés et des apports reportés afférents aux immobilisations.

L'actif net a diminué de 0,1 million de dollars par rapport au 31 mars 2013, qui s'explique par un excédent de 0,2 million des charges sur les produits après les crédits parlementaires, contrebalancé par un gain net de réévaluation de 0,1 million.

État des résultats pour le trimestre terminé le 30 juin 2013

Les crédits parlementaires ont été de l'ordre de 3,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 par rapport à 2,9 millions pour le trimestre terminé le 30 juin 2012, qui découle de la différence quant au moment des demandes de crédits.

Les charges pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 se sont élevées à 4,1 millions de dollars contre 2,8 millions pour le trimestre terminé le 30 juin 2012. L'augmentation est surtout attribuable aux charges qui sont maintenant engagées pour l'édifice permanent, car l'édifice de base était quasi-achevé au 31 mars 2013, et au personnel supplémentaire qui a été embauché pour se préparer en vue de prendre soin et de contrôler l'édifice. Les frais relatifs au contenu et à la programmation du Musée se sont aussi accrus à cause du personnel supplémentaire et des autres frais requis pour l'élaboration des expositions et de la programmation en vue de l'ouverture.

Le trimestre terminé le 30 juin 2013 s'est soldé par un excédent de 0,2 million de dollars des charges sur les produits après les crédits parlementaires en raison de la comptabilisation des paiements estimatifs en remplacement d'impôts à verser pour le trimestre.

Musée canadien des droits de la personne

Rapport financier trimestriel

Trimestre terminé le 30 juin 2013

Flux de trésorerie pour le trimestre terminé le 30 juin 2013

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 15,8 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 30 juin 2013 en raison principalement des 20,4 millions utilisés pour la construction, comprenant le versement des retenues, contrebalancés par les 4,4 millions de financement provenant du gouvernement du Canada pour les immobilisations en construction. En comparaison, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu une diminution de 3,9 millions de dollars au cours trimestre terminé le 30 juin 2012, attribuable surtout aux 14,1 millions utilisés pour la construction et contrebalancés par les 8,2 millions réalisés à la vente de placements.

Analyse des perspectives et des risques

La direction poursuit la surveillance des risques et des stratégies ayant trait au projet d'immobilisations. L'édifice de base était quasi-achevé au 31 mars 2013, l'aménagement des espaces de galerie est en cours et la fabrication et l'installation des expositions ont été attribuées.

Le Musée continue à travailler en vue de l'ouverture en 2014, comme annoncée lors l'assemblée publique annuelle du Musée tenue au mois de décembre 2011, et il a par conséquent coordonné les plans du projet et des travaux. Le gouvernement du Canada a appuyé le MCDP et a approuvé l'utilisation de 35 millions de dollars en crédits pour les dépenses d'exploitation et en immobilisations prévus pour les exercices ultérieurs du Musée. Les Amis du MCDP ont réussi également à obtenir une garantie d'emprunt de 35 millions de dollars de la province du Manitoba. Ces engagements, de concert avec l'appui de la ville de Winnipeg et du leadership du secteur privé, ont aidé le Musée à confirmer le calendrier pour l'ouverture en 2014.

Musée canadien des droits de la personne

Rapport financier trimestriel

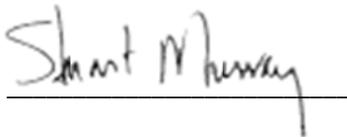
Trimestre terminé le 30 juin 2013

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats de fonctionnement et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le président-directeur général,



Stuart Murray

Winnipeg, Canada

Le 22 août 2013

La chef des opérations financières,



Susanne Robertson, CA

Winnipeg, Canada

Le 22 août 2013

États financiers du

MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(Non audités)

Musée canadien des droits de la personne

État de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars)

	30 juin 2013	31 mars 2013
Actif		
À court terme		
Trésorerie	6 557 \$	6 871 \$
Trésorerie affectée (note 3)	17 798	22 160
Créances	887	1 085
Charges payées d'avance et autres éléments d'actif	212	138
Compte de dépôt des retenues (note 4)	635	11 797
	26 089	42 051
Immobilisations (note 5)		
En service	9 594	8 692
En construction	292 429	286 070
Total de l'actif	328 112 \$	336 813 \$
Passif et actif net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	13 134 \$	14 717 \$
Retenues à payer (note 4)	635	11 797
	13 769	26 514
Apports reportés (note 6)	8 196	11 320
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 7)	297 044	289 783
	305 240	301 103
Actif net		
Non affecté	4 006	4 172
Investi en immobilisations (note 9)	4 979	4 979
Gains et pertes de réévaluation cumulés	118	45
	9 103	9 196
Obligations contractuelles (notes 10)		
Total du passif et de l'actif net	328 112 \$	336 813 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Musée canadien des droits de la personne

État des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre terminé le 30 juin	2013	2012
Produits		
Produits divers	32 \$	7 \$
Total des produits	32	7
Charges		
Contenu et programmation du Musée	1 711	1 147
Édifice permanent et installations temporaires	1 032	348
Administration et gestion d'entreprise	1 389	1 283
Total des charges	4 132	2 778
Excédent des charges sur les produits avant les crédits parlementaires	(4 100)	(2 771)
Crédits parlementaires (note 8)	3 934	2 874
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits) après les crédits parlementaires	(166) \$	103 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre terminé le 30 juin	2013	2012
Gains et pertes de réévaluation cumulés au début de la période	45 \$	(303) \$
Gains (pertes) non réalisés attribuables		
Au change	73	28
Aux placements	-	(87)
Montants reclassés à l'état des résultats		
Change	-	11
Montants reclassés aux apports reportés		
Placements	-	193
Gain net de réévaluation de la période	73	145
Gains et pertes de réévaluation cumulés à la fin de la période	118 \$	(158) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Musée canadien des droits de la personne

État de l'évolution de l'actif net

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre terminé le				30 juin 2013	30 juin 2012
	Non affecté	Investi en immobilisations	Gains et pertes de réévaluation cumulés		
Actif net au début de la période	4 172 \$	4 979 \$	45 \$	9 196 \$	7 939 \$
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits) après les crédits parlementaires	(166)	-	-	(166)	103
Variation nette des gains et pertes de réévaluation cumulés	-	-	73	73	145
Actif net à la fin de la période	4 006 \$	4 979 \$	118 \$	9 103 \$	8 187 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Musée canadien des droits de la personne

État des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre terminé le 30 juin	2013	2012
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds – crédits parlementaires	3 573 \$	2 893 \$
Rentrées de fonds – produits divers	33	8
Sorties de fonds – employés et en leur nom	(1 865)	(1 800)
Sorties de fonds – fournisseurs	(2 216)	(381)
	(475)	720
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations en construction	(19 950)	(13 129)
Acquisition d'immobilisations en service	(498)	(948)
	(20 448)	(14 077)
Activités d'investissement		
Produit de la cession ou du remboursement de placements	-	8 187
Réévaluation de la devise américaine	77	37
	77	8 224
Activités de financement		
Crédit parlementaire pour l'acquisition d'immobilisations en service	88	366
Financement du gouvernement du Canada pour les immobilisations en construction et produits financiers connexes	4 420	278
Apports provenant de sources non gouvernementales pour les immobilisations en construction et produits financiers connexes	500	586
	5 008	1 230
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(15 838)	(3 903)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		
Trésorerie pour le fonctionnement	6 871	4 972
Trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	22 160	18 523
Compte de dépôt des retenues	11 797	9 884
	40 828	33 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		
Trésorerie pour le fonctionnement	6 557	5 170
Trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	17 798	13 402
Compte de dépôt des retenues	635	10 904
	24 990 \$	29 476 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoir et mission

Le Musée canadien des droits de la personne (la « Société ») a été constitué en vertu d'une modification de la *Loi sur les musées*, le 10 août 2008, à titre de société d'État, mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le Musée canadien des droits de la personne rend des comptes au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

Sa mission, telle que définie dans la modification de la *Loi sur les musées*, est la suivante :

« explorer le thème des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue ».

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public applicables aux organismes sans but lucratif du secteur public. Les méthodes comptables et modalités de calcul suivies dans les états financiers trimestriels sont les mêmes que celles énoncées dans les états financiers annuels audités du 31 mars 2013.

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3. Trésorerie affectée

La trésorerie affectée est restreinte aux fins du projet d'immobilisations et provient des apports reçus d'entités non gouvernementales, de l'aide d'autres instances gouvernementales et de crédits parlementaires.

	30 juin 2013			30 juin 2012	
	Coût	Gains non réalisés	Juste valeur	Coût	Juste valeur
Trésorerie affectée	17 729 \$	69 \$	17 798 \$	22 150 \$	22 160 \$

La variation de la trésorerie affectée comprend les éléments suivants :

Trimestre terminé le	30 juin 2013
Solde au début de la période	22 160 \$
Ajouter les apports reçus au cours de la période	4 525
Ajouter les produits d'intérêts reportés	49
Ajouter le gain non réalisé sur la trésorerie	59
Déduire les sommes utilisées pour l'acquisition d'immobilisations	(8 995)
Solde à la fin de la période	17 798 \$

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Compte de dépôt des retenues

Conformément au contrat de construction pour l'édifice du Musée et de la *Loi sur le privilège du constructeur* du Manitoba, la Société est tenue de retenir 7,5 pour cent des facturations proportionnelles. Ces montants sont assortis de restrictions de par leur nature et sont comptabilisés comme un actif et un passif. Les fonds affectés seront payés sur achèvement certifié des contrats de sous-traitance conformément à la *Loi sur le privilège du constructeur* du Manitoba. Le 14 juin 2013, des retenues de l'ordre de 11,8 millions de dollars liées à l'édifice de base au 31 mars 2013, soit la date du quasi-achèvement, ont été versées, y compris les intérêts. Au 30 juin 2013, les retenues ont trait aux travaux saisonniers sur l'édifice de base et à la construction des expositions. Le solde total en argent du compte de dépôt des retenues et du passif connexe au 30 juin 2013 s'élevait à 0,6 million de dollars (31 mars 2013 – 11,8 millions), dont 0,6 million (31 mars 2013 – 11,8 millions) est à court terme.

5. Immobilisations

	Coût 31 mars 2013	Entrées	Sorties	Coût 30 juin 2013
Terrains	4 979 \$	- \$	- \$	4 979 \$
Matériel informatique et logiciels	4 274	1 131	59	5 346
Améliorations locatives	563	-	-	563
Mobilier et matériel	274	2	-	276
Développement du site Web	57	-	-	57
Total partiel – immobilisations en service	10 147	1 133	59	11 221
Immobilisations en construction	286 070	6 359	-	292 429
	296 217 \$	7 492 \$	59 \$	303 650 \$

	Amortissement cumulé 31 mars 2013	Charge d'amortissement	Sorties	Amortissement cumulé 30 juin 2013
Terrains	- \$	- \$	- \$	- \$
Matériel informatique et logiciels	705	165	-	870
Améliorations locatives	563	-	-	563
Mobilier et matériel	130	7	-	137
Développement du site Web	57	-	-	57
Total partiel – immobilisations en service	1 455	172	-	1 627
Immobilisations en construction	-	-	-	-
	1 455 \$	172 \$	- \$	1 627 \$

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Valeur comptable nette 31 mars 2013	Valeur comptable nette 30 juin 2013
Terrains	4 979 \$	4 979 \$
Matériel informatique et logiciels	3 569	4 476
Améliorations locatives	-	-
Mobilier et matériel	144	139
Développement du site Web	-	-
Total partiel – immobilisations en service	8 692	9
Immobilisations en construction	286 070	292
	294 762 \$	302 023 \$

Le 15 avril 2009, la Société a acquis pour le projet du Musée des terrains de la ville de Winnipeg et de The Forks Renewal Corporation. La propriété de ces terrains retournera à la ville de Winnipeg et à The Forks Renewal Corporation si les terrains ne sont plus utilisés aux fins du Musée ou pour toute autre fin approuvée par ses propriétaires antérieurs. La direction de la Société estime que la parcelle riveraine du Musée devrait être évaluée à 4,9 millions de dollars plus les frais juridiques connexes selon les renseignements fournis par une évaluation du marché indépendante.

La charge d'amortissement pour le trimestre terminé le 30 juin 2013 est de 172 \$ (trimestre terminé le 30 juin 2012 – 81 \$).

Les actifs en construction représentent les coûts engagés pour la conception et la construction du projet d'immobilisations et se composent des coûts suivants engagés à ce jour :

	30 juin 2013	31 mars 2013
Conception et construction de l'édifice	280 457 \$	276 081 \$
Conception des expositions	11 491	9 709
Développement du site Web (Version 3)	208	195
Système de gestion des contenus de l'entreprise	273	85
	292 429 \$	286 070 \$

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Apports reportés

Les apports reportés comptabilisés par la Société sont comme suit :

	30 juin 2013	31 mars 2013
Apports reportés provenant du gouvernement du Canada et affectés à l'achat d'immobilisations	8 \$	11 320 \$

Les variations du solde des apports reportés au cours de la période ont été comme suit :

Trimestre terminé le	30 juin 2013
Solde au début de la période	11 320 \$
Ajouter :	
Crédits du gouvernement du Canada ¹	4 025
Produits d'intérêts reportés	49
	4 074
Déduire :	
Montants virés aux apports reportés afférents aux immobilisations	(6 968)
Montants comptabilisés en produits	(230)
	(7 198)
Solde à la fin de la période	8 196 \$

¹ En juin 2012, le gouvernement du Canada a approuvé l'utilisation de 35 millions de dollars de crédits pour les dépenses d'exploitation et en immobilisations prévus pour les exercices ultérieurs, dont 25 millions ont été autorisés pour 2012-2013 et 10 millions pour 2013-2014, dont 4 025 ont été reçus au cours du trimestre terminé le 30 juin 2013. Le Musée envisage de réduire le niveau de ses crédits sur six exercices à compter de 2018-2019.

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Apports reportés afférents aux immobilisations

Les variations des apports reportés afférents aux immobilisations sont comme suit :

Trimestre terminé le	30 juin 2013
Solde au début de la période	289 783 \$
Montants virés des apports reportés	6 968
Apports publics :	
Autre aide du gouvernement du Canada	368
Apports non gouvernementaux :	
Apports en capital en nature des Amis du MCDP	94
Apports en capital en nature de la ville de Winnipeg	3
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations en service	(172)
Solde à la fin de la période	297 044 \$

8. Crédits parlementaires

Trimestre terminé le	30 juin 2013	30 juin 2012
Montant du Budget principal des dépenses pour les dépenses d'exploitation et en immobilisations	3 900 \$	3 300 \$
Total des crédits parlementaires approuvés pour la période	3 900	3 300
Déduire les crédits parlementaires de l'exercice considéré non comptabilisés en produits :		
Montants utilisés pour l'achat d'immobilisations	(368)	(507)
Ajouter les crédits parlementaires des exercices antérieurs comptabilisés en produits au cours de la période considérée :		
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations en service	172	81
Montants affectés utilisés au cours de la période considérée	230	-
	3 934 \$	2 874 \$

Musée canadien des droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre terminé le 30 juin 2013

(non auditées)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9. Actif net investi en immobilisations

L'actif net investi en immobilisations se compose des terrains donnés par la ville de Winnipeg et The Forks Renewal Corporation comme suit :

	30 juin 2013	31 mars 2013
Immobilisations	302 023 \$	294 762 \$
Moins les montants financés par les apports reportés afférents aux immobilisations	(297 044)	(289 783)
	4 979 \$	4 979 \$

10. Obligations contractuelles

En plus des engagements au 31 mars 2013, la Société a conclu des contrats à long terme supplémentaires d'une valeur de 4,2 millions de dollars pour des services de construction liés au projet d'immobilisations qui exigeront des paiements à moins d'un an.

11. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de respecter la présentation adoptée au cours de la période considérée.